

Le génocide se poursuit à Gaza avec la complicité de l'État impérialistes français et de l'ONU

Le prétendu « plan de paix » de l'État américain du 29 septembre avait été accepté les jours suivants par Israël, par le Fatah (« Autorité palestinienne » réduite à la Cisjordanie) et par le Hamas.

Le 17 novembre, le Conseil de sécurité des nations unies (ONU) a voté une résolution américaine qui officialise sa deuxième phase : établir un protectorat sur la bande de Gaza exercé par un « Comité de la paix » présidé par Trump ; désarmer non pas le colonisateur, mais la résistance, au moyen d'une « force de stabilisation internationale » chargée du désarmement « des groupes armés non étatiques ».

Le texte présenté par les Etats-Unis a été adopté par 13 voix pour et 2 abstentions (Chine et Russie) ... La force de stabilisation internationale doit permettre de soutenir le cessez-le-feu entré en vigueur le 10 octobre et d'éviter un vide politique que le Hamas pourrait exploiter. (ONU, Communiqué, 17 novembre)

En échange de la vague éventualité d'un État palestinien, plusieurs dictatures militaires, monarchies absolues salafistes, gouvernements islamistes avaient préparé le terrain.

Les États-Unis, le Qatar, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le royaume d'Arabie saoudite, l'Indonésie, le Pakistan, la Jordanie et la Turquie expriment leur soutien conjoint. (Déclaration commune, 14 novembre)

Aucune puissance impérialiste détenant un droit de veto n'a voté contre le protectorat, le désarmement de la résistance, la prétention de choisir qui doit diriger Gaza. La Chine et la Russie, qui acceptent la « solution à deux États » de l'ONU de 1948, se sont abstenues.

En France, les partis « réformistes » (PS, PCF, LFI) sont alignés sur leur bourgeoisie : acceptation de la partition, reconnaissance de la colonisation sioniste de toute une partie de la Palestine.

La diplomatie française doit renouer avec la défense intransigeante du droit international... Tous les moyens légaux doivent être utilisés pour soutenir la résistance du peuple palestinien jusqu'à... l'avènement d'un véritable État souverain... (LFI, 22 septembre)

La France a reconnu l'État de Palestine. C'était un premier pas... Il a notamment contraint l'administration Trump à prendre une initiative. L'heure est au respect du droit international, à la mise en place de la solution politique à deux États. (PCF, 19 novembre)

La résolution du Conseil de sécurité est muette sur l'épuration ethnique en cours en Cisjordanie. Les suprémacistes, appuyés par l'armée coloniale, détruisent les oliviers et attaquent les villages, étendent les colonies. Les troupes sionistes occupent trois camps de réfugiés (Jénine,

Tulkarem, Nour Chams) dont elles expulsent les habitants et dont elles poursuivent méthodiquement la destruction des infrastructures et des logements.

Avec la tolérance de toutes les puissances impérialistes, Israël continue à occuper du territoire de la Syrie et du Liban, à bombarder quotidiennement le Liban.



Destruction par Israël opérée à Gaza le 18 novembre

Israël garde 20 000 otages palestiniens dans ses prisons, où de nombreux sont torturés. Il n'y a jamais eu de cessez-le-feu. Israël interdit toujours l'UNWRA et les ONG. Il a continué à systématiquement bombarder la bande de Gaza, les camps de tentes, les bâtiments restants, à empêcher l'entrée de médicaments et tuer ses habitants. 300 ont été tués depuis l'adoption du plan

de Trump. Le lendemain de la réunion du Conseil de sécurité, l'armée coloniale a assassiné 33 Gazaouis.

En France, les complices du sionisme ne sont pas les travailleurs de Starbucks ou les clients de McDonalds, ce sont l'État bourgeois et ses marchands d'armes (que défend vigoureusement Mélenchon). La bourgeoisie française continue à collaborer avec Israël et à l'approvisionner en moyens de destruction. Macron a ouvert le salon Milipol aux marchands d'armes israéliens. Le ministre de l'éducation a tenté d'empêcher un colloque au Collège de France sur la Palestine. Les tribunaux condamnent les militants propalestiniens.

Assez d'appels à l'État bourgeois français ! Assez de confiance dans l'ONU aux mains des bandits impérialistes américains, français, britanniques, chinois et russes ! Les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent s'unir pour :

Abrogation des lois israéliennes contre l'UNWRA. Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte, ouverture de tous les points de passage.

Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie. Libération sans condition de tous les prisonniers palestiniens des prisons israéliennes.

Fin de toute recherche à des fins militaires avec Israël et de toute collaboration universitaire qui sert à renforcer l'armée génocidaire. Blocage de toute livraison d'armes à Israël.

Abrogation de la loi dite « antisémitisme » dans l'enseignement supérieur. Annulation de toutes les procédures et peines contre les militants propalestiniens.

Ouverture des frontières de la France et de l'Union européenne aux blessés et aux réfugiés palestiniens.

20 novembre 2025